

Evolutions récentes et perspectives des productions et des marchés de l'agriculture biologique

Gilles Bazin et Gil Kressman

Membres de l'AAF

Académie d'Agriculture de France

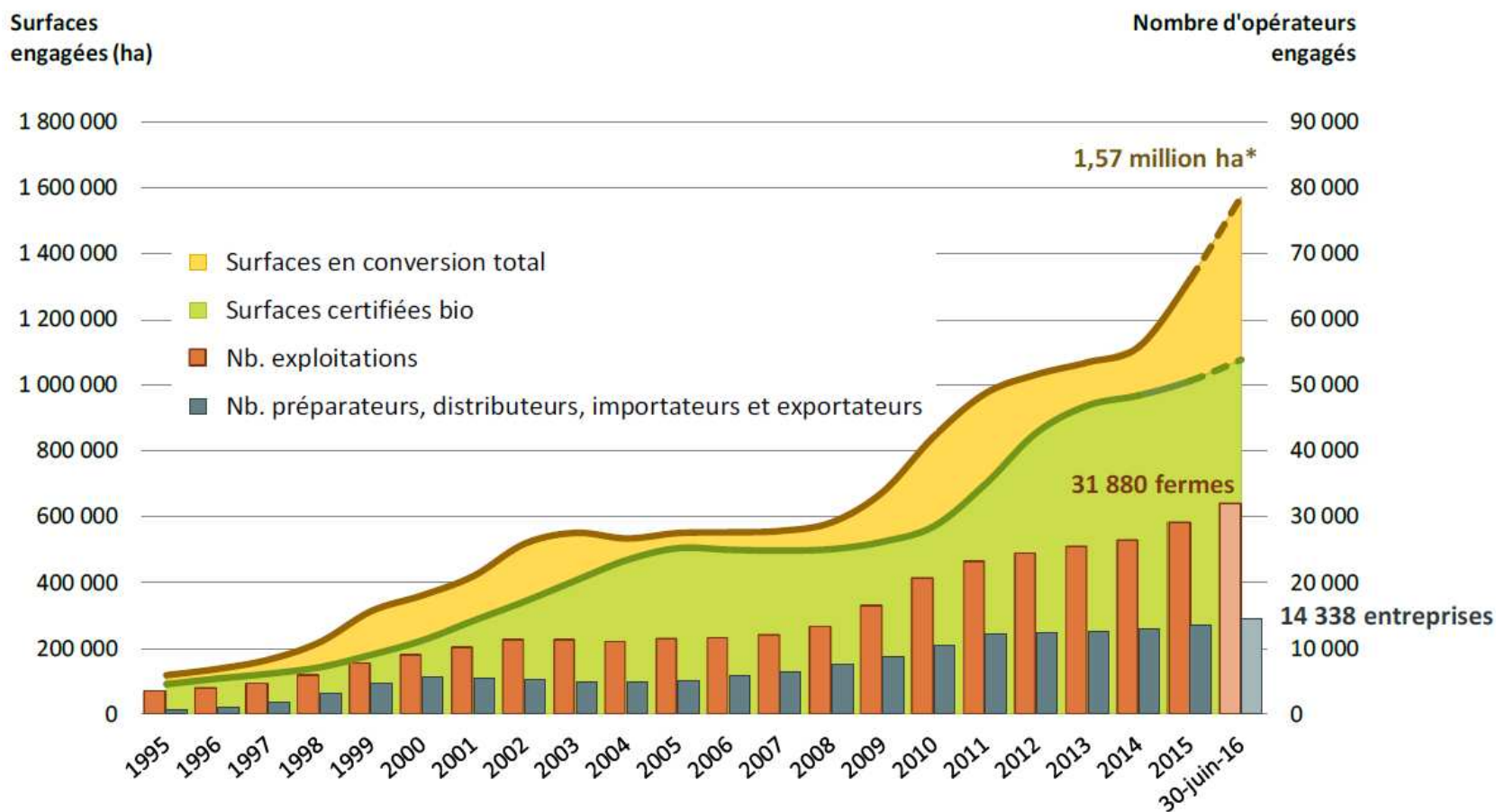
14 décembre 2016

L'agriculture biologique en France au 30 juin 2016

- 31 880 exploitations (7% des exploitations)
- 1,57 million hectares engagés en bio
- 5,8% de la SAU nationale cultivée selon le mode biologique (2% fin 2007)
- 70 000 UTA soit 10% de l'emploi agricole
- Près de 75% des exploitations transforment et/ou vendent en circuits courts
- Avec 260 000 ha, les surfaces en première année de conversion ont augmenté de 40 % en 2016 par rapport à l'année précédente (croissance forte en lait et grandes cultures)

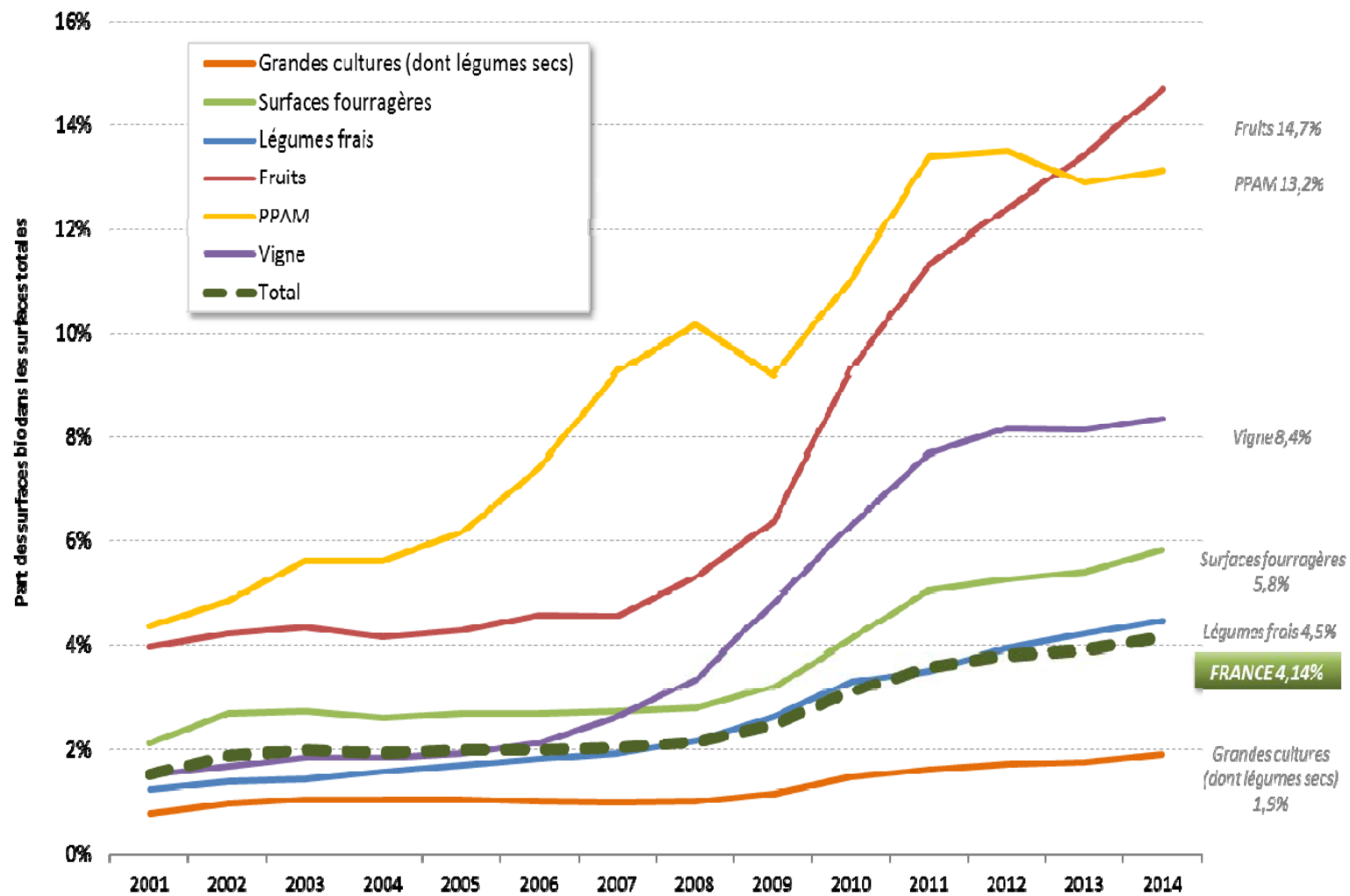
Evolution depuis 1995 du nombre d'opérateurs et des surfaces en AB

Évolution depuis 1995 du nombre d'opérateurs et des surfaces engagées en bio



Source : Agence BIO/OC

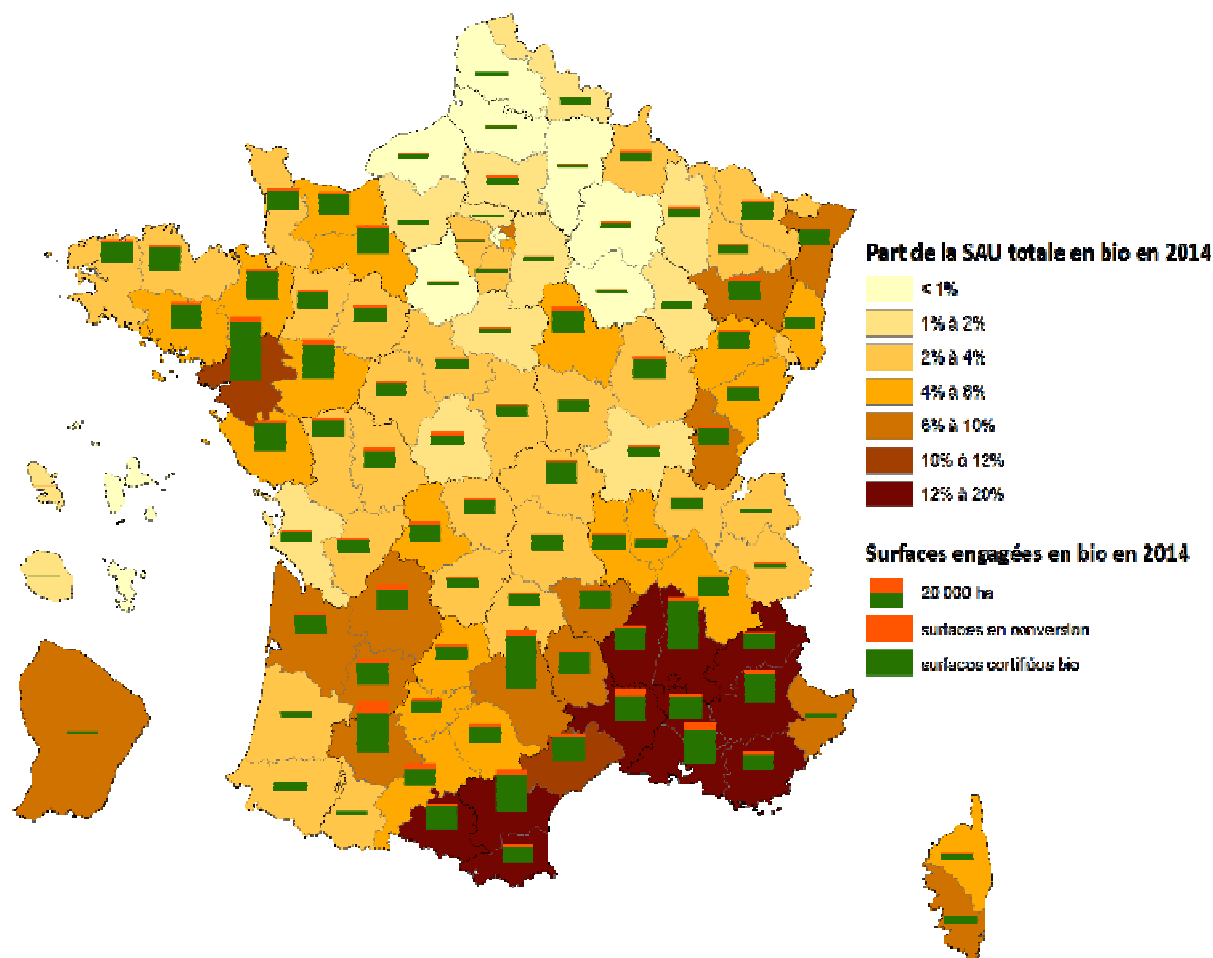
Evolution de la part des surfaces nationales conduites en bio depuis 2001



Source: Agence bio - Agreste

% de SAU départementale en AB (2014)

(source Agence Bio)



La moitié des surfaces engagées en bio dans 5 régions

Midi-Pyrénées (145 409 ha)

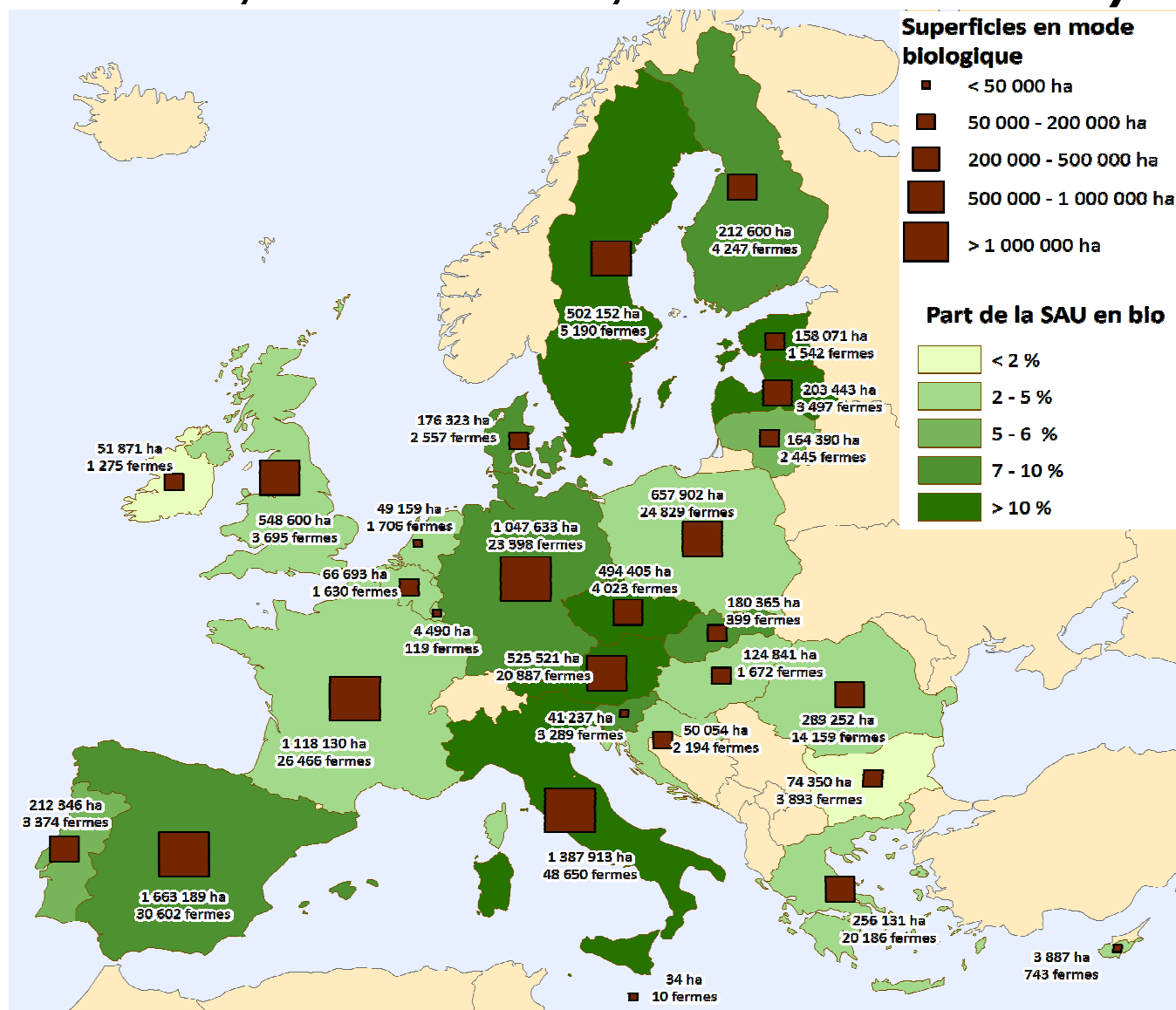
Pays de la Loire (115 570 ha)

Languedoc-Roussillon (100 789 ha)

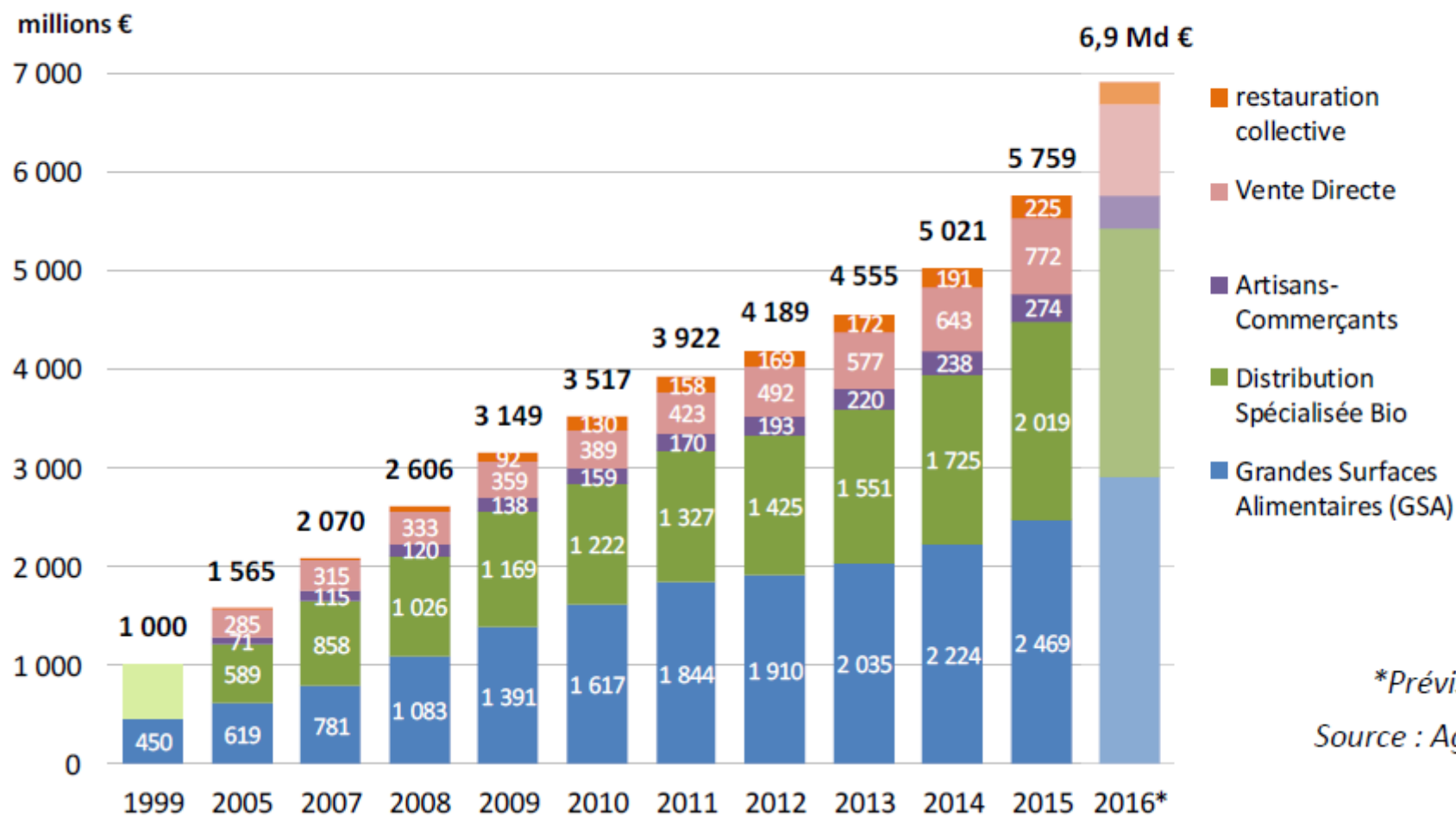
Rhône-Alpes (96 331 ha)

Provence-Alpes-Côte d'Azur
(93 184 ha)

L'AB en Europe en 2015 (270 000 ex et 12 millions d'ha soit 6,5% de la SAU, CA:29 milliards €)

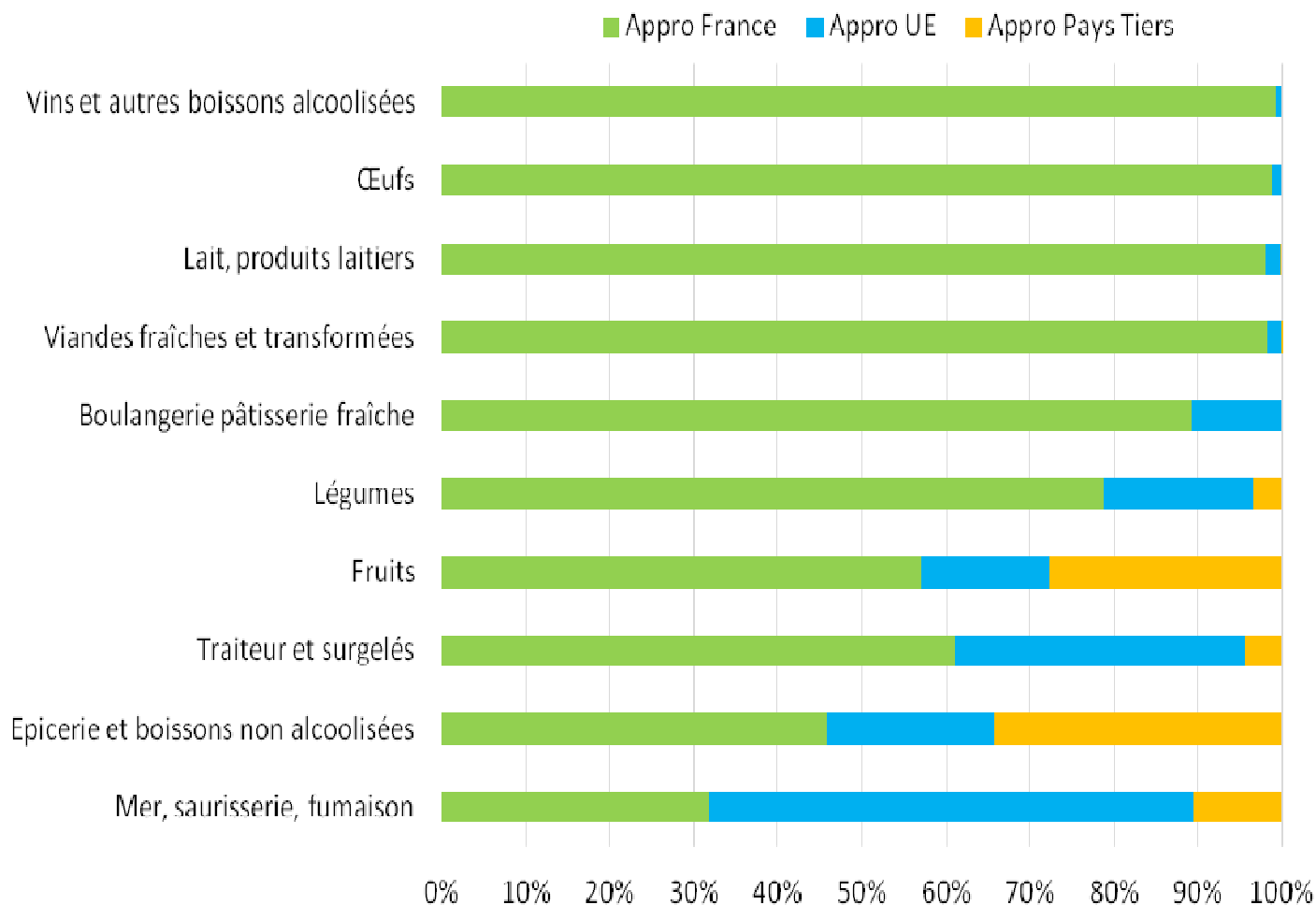


Évolution du chiffre d'affaires bio par circuit de distribution de 1999 à 2016



76% des produits bio proviennent de France

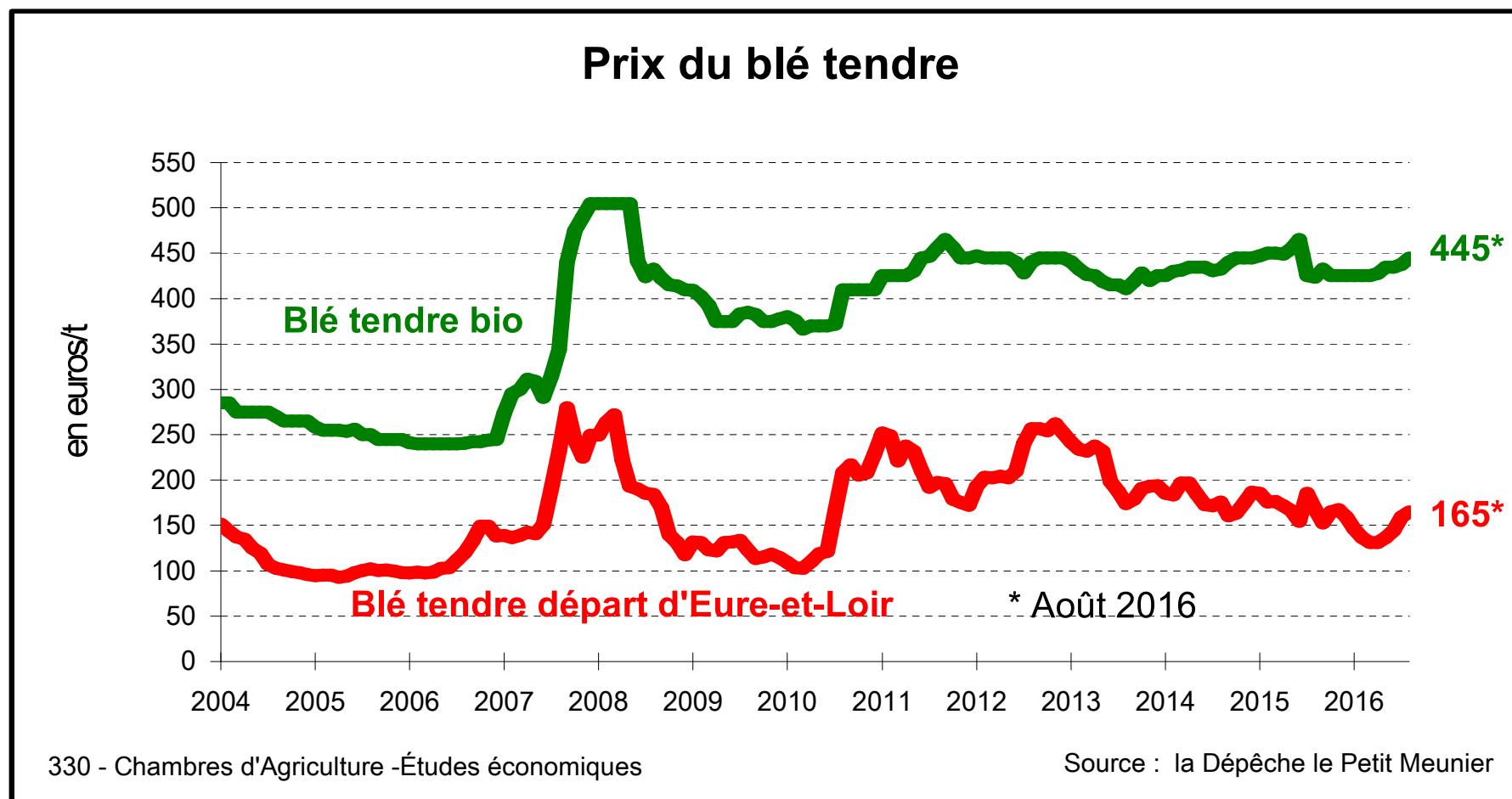
Près de la moitié des importations est constituée de produits exotiques



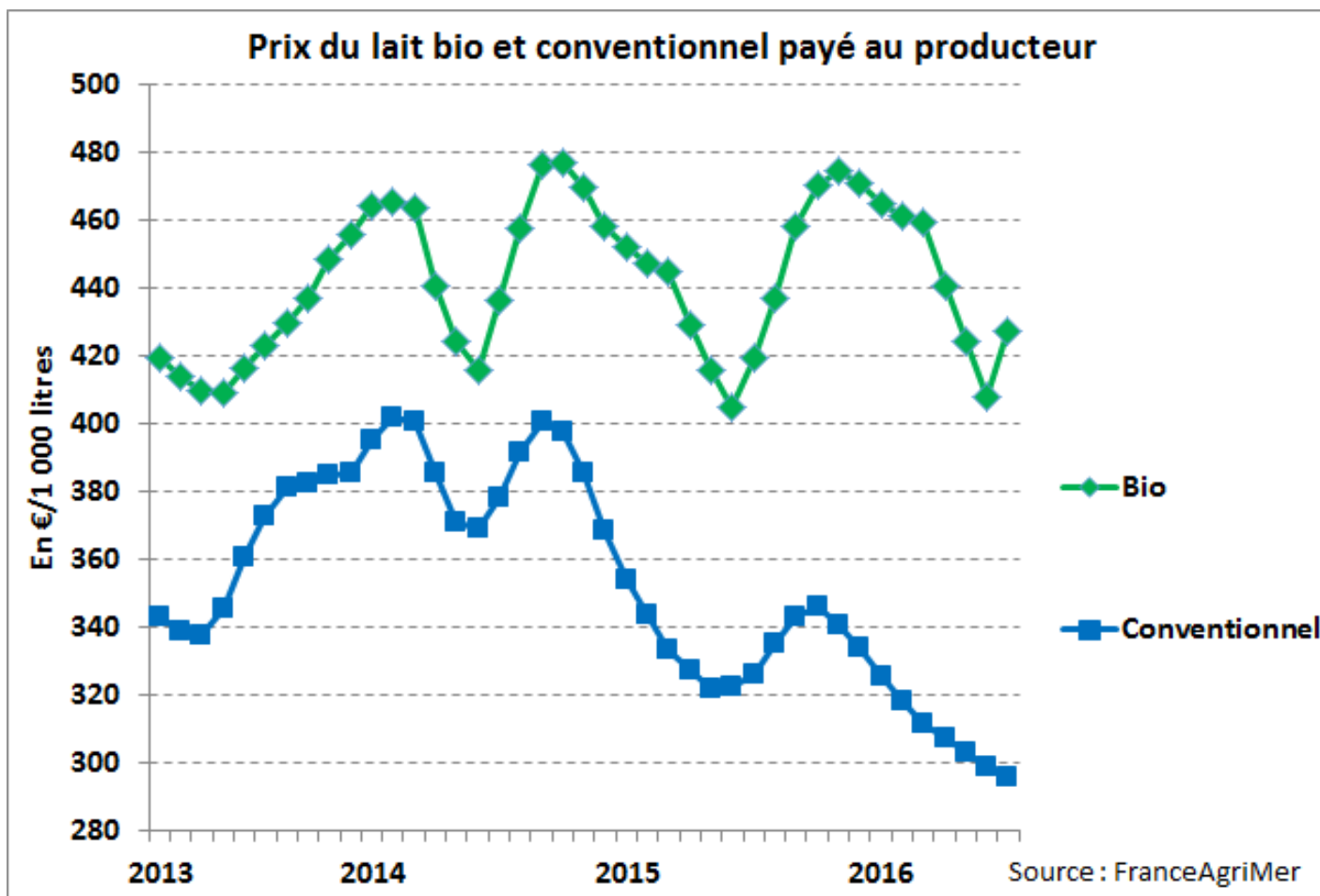
La consommation des produits bio

- Une croissance de l'ordre de 10% par an (avec une accélération récemment : +15 % en 2015 et +20 % au cours du premier semestre 2016) dans un marché alimentaire globalement stable (232 milliards €)
- Mais qui ne représente avec 5,7 Mds€ en 2015 (6,9 Mds€ estimés pour 2016) que moins de 3% de la consommation des français (75 €/personne/an)
- 65% des français consomment des produits bio une fois par mois (fruits et légumes arrivent en tête puis produits laitiers, épicerie et œufs, boissons et pain)
- Les lieux d'achat: 44,6% grande distribution, 36,5% commerces spécialisés, 18,9% artisans et vente directe
- Des écarts de prix bio/conventionnel qui vont de 34% (lait) à 66% (jus de pomme) dans nos enquêtes

Des prix plus stables et des différentiels de prix qui s'accroissent pour les céréales bio



Les écarts de prix entre lait bio et conventionnel se creusent avec la crise (mais le lait bio avec 571 millions de litres ne représente encore que 2,4% de la collecte)



Pourquoi et comment soutenir l'AB?

- Pour compenser le manque à gagner pendant la période de conversion (qui dure 2 à 3 années) (aides/ha différenciées selon les productions pendant 5 années)
- Pour rémunérer les externalités positives non marchandes produites par l'AB (services environnementaux liés à l'eau, les sols, la biodiversité...)
- Pour répondre à une demande croissante en orientant et structurant les filières du producteur aux consommateurs
- Pour soutenir la recherche agronomique, la formation et le développement, gage de la réussite des conversions

Revalorisation des aides à la conversion et au maintien en agriculture biologique

- Un budget progressivement doublé de 2015 à 2020 (de 90 à 180 Mo €/an)
- Comme les MAEC, engagement sur 5 ans
- Eventuellement, aides au maintien non proposées dans certaines zones et plafonnement (d'autant plus qu'en 2015, problème d'ores et déjà de manque de budget dans certaines régions)
- Montants revalorisés par rapport à 2007-2014, suivant un différentiel de marge brute estimé entre production conventionnelle et production biologique

● Me préparer à déposer une demande d'aide dans le cadre du dossier PAC 2015, entre le 27 avril et le 9 juin 2015.

Catégories de couvert	Montant des aides à la conversion (en €/ha/an)		Montant des aides au maintien (en €/ha/an)	
	2011-2014	2015-2020	2011-2014	2015-2020
Maraîchage et arboriculture + semences potagères et de betterave industrielle à partir de 2015	900	900	590	600
Cultures annuelles + semences de céréales, protéagineux et fourragères à partir de 2015	200	300	100	160
Cultures légumières de plein champ	350	450	150	250
Viticulture	350	350	150	150
Prairies associées à un atelier d'élevage	100	130	80	90
Landes, estives et parcours	50	44	25	35
PPAM* 1 (Lavande, lavandin, chardon marie, cumin, carvi, fenouil, psyllium, sauge sclérée)	350	350	150	240
PPAM* 2 (Autres plantes à parfum, aromatiques et médicinales)	350	900	150	600

* PPAM : plantes à parfum, aromatiques et médicinales

Version révisée du 24 avril 2015

Résultats économiques comparés de l'AB et de l'AC en pn laitière (Institut de l'élevage-2014)

- Comparaisons difficiles du fait de la grande diversité technique des systèmes et de valorisation des produits
- Pn en litres/ha et litres/UMO moitié moins élevée en bio et coûts de production du lait supérieur de 25 à 50%
- Compensé (en 2014) par le différentiel de prix de 100€/1000l et des aides supérieures (20880€/UMO en bio en plaine contre 15800€/UMO en conventionnel)
- Finalement des revenus nets proches: 35200€/UMO en bio et 34200€/UMO en conventionnel en 2014
- Mais le prix du lait conventionnel a baissé de près de 10ct/l en 2015-2016 et les revenus se sont effondrés!
- En période de crise des marchés, les différentiels de prix AB/AC tendent à s'accroître au bénéfice de l'AB

Conclusion: quelles perspectives pour l'AB?

- **Des opportunités de croissance:** Des prix à la production plus élevés et plus stables, des exploitations davantage résilientes, de fortes motivations des consommateurs (santé, environnement, goût...). Qu'en est-il exactement?
- **Mais aussi des risques:**
 - Un marché en voie de mondialisation (concurrence intra et extra européenne croissante sur des produits intensifs en main d'œuvre); pression de la grande distribution pour faire baisser les prix.
 - Un marché à la consommation en croissance mais jusqu'où? (10 milliards € projeté en 2020 par l'Agence Bio). Cela coûte-t-il vraiment plus cher de manger bio si on mange autrement?
 - Des risques de déséquilibre offre/demande à terme? Il y en a déjà eu sur le lait entre 2002 et 2005.